

Pour l'interdiction des licenciements, pour 200 euros pour tous, pour la défense de l'enseignement, de la recherche et de la santé, contre le gouvernement Sarkozy-Fillon...

Comme en Guadeloupe, grève générale !



Chaque semaine, en France et dans tous les pays, les travailleurs subissent un peu plus les conséquences de la crise capitaliste mondiale. Le G20, l'Union européenne, le gouvernement français et les autres sont bien incapables d'empêcher la chute des échanges internationaux et de la production. Il ne s'agit pas seulement de la crise de la finance pa-

rasitaire : tout le capitalisme s'effondre, menaçant d'entraîner dans sa chute les producteurs, la civilisation et la planète.

POUR LES GROUPES CAPITALISTES, L'ARGENT PUBLIC ; POUR LES TRAVAILLEURS, LES LICENCIEMENTS

Les patrons chassent les intérimaires et licencient les travailleurs à contrat à durée indéterminée. Rien que pour janvier, l'INSEE comptait 90 000 chômeurs de plus, pour atteindre 2,2 millions, soit 8,2 % de la population active (en fait bien plus). Pour ceux qui ont un emploi, c'est soit l'intensification du travail sans augmentation de salaire, soit le chômage partiel et la baisse du pouvoir d'achat. Au même moment, des centaines de milliers de stagiaires et d'apprentis travaillent pour une bouchée de pain ou même gratuitement.

Sarkozy disait que les caisses de l'État étaient vides. Pourtant, le gouvernement vole aux secours des escrocs et des licencieurs : 360 milliards pour les banques, 8 milliards pour PSA et Renault. Il trouve l'argent pour ouvrir une nouvelle base militaire (aux Émirats arabes unis) et pour envoyer, à grands frais, des milliers de flics aux Antilles et des milliers de soldats en Afghanistan... Tôt ou tard, pour rembourser la dette publique, il augmentera le fardeau des impôts qui pèsent déjà largement sur les salariés et les travailleurs indépendants.

Pour préserver les chances de survie de l'impérialisme français dans la compétition capitaliste que la crise intensifie, le gouvernement Sarkozy-Fillon continue à privatiser (y compris les universités, les hôpitaux, la recherche...). Il redouble son offensive contre les chômeurs, contre les immigrés, contre l'enseignement public (réduction à 3 ans d'études pour le bac professionnel au lieu de 4, suppression de 13 500 postes d'enseignants au budget 2009...), contre la santé publique, contre la recherche publique, contre le droit à la retraite, contre les libertés démocratiques, il réprime et intimide les grévistes et les manifestants par la police et les tribunaux...

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA JEUNESSE CHERCHENT À SE DÉFENDRE CONTRE LE PATRONAT ET LE POUVOIR À SON SERVICE

Des centaines de milliers de manifestants ont protesté fin décembre 2008 et début janvier contre l'agression sioniste alors que la 5^e République continue à armer Israël. À chaque plan de licenciement, les ouvriers et les employés se révoltent. Le 29 janvier, 2,5 millions de salariés et de jeunes ont manifesté contre le gouvernement. Les lycéens ont obtenu le report du projet d'éclatement de l'enseignement secondaire et de mise en concurrence des lycées. Depuis des mois, les formateurs des IUFM, les enseignants-chercheurs et les étudiants cherchent à arracher l'abrogation de la loi LRU, le retrait des projets contre la formation des professeurs, contre les doctorants et les chercheurs, le rétablissement des postes aux concours. Les travailleurs de la Guadeloupe, puis de la Martinique, ont imposé aux organisations syndicales la grève générale et obtenu une partie de leurs revendications.

ASSEZ DE NÉGOCIATIONS DES PLANS RÉACTIONNAIRES, ASSEZ DE « JOURNÉES D'ACTION » ! IL FAUT AFFRONTER ET VAINCRE LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Pourtant, les dirigeants des confédérations syndicales et les partis réformistes ont laissé sans réponse les manifestants du 29 janvier. Ils ont couru à l'Élysée quand Sarkozy les a convoqués et l'ont supplié de mener une meilleure politique ! Les chefs syndicaux ont délibérément isolé la grève générale des Antilles et ils ont refusé de l'étendre en France, au grand soulagement du gouvernement et de la presse bourgeoise.

Aucun syndicat, pas même les SUD, n'envisage de transposer à la métropole une situation à la guadeloupéenne. (Le Monde, 14 mars 2009)

Les « journées d'action » et les « grèves reconductibles » site par site, les « chaînes humaines » et autres « freezings » dispersent les forces de ceux d'en bas et permettent à ceux d'en haut de poursuivre leur œuvre de destruction et de réaction. Les travailleurs et les jeunes en formation doivent imposer aux directions syndicales qui parlent en leur nom qu'elles rompent avec le gouvernement et qu'elles appellent à la grève générale, ils doivent élire en assemblées générales leurs représentations révocables, centralisées localement et nationalement.

Ainsi, la mobilisation pourra arracher l'interdiction des licenciements, l'annulation de tous les plans du gouvernement, l'augmentation de 200 euros de tous les salaires, des bourses et de tous les minima sociaux, la baisse du temps de travail, un logement pour tous... Ainsi, nous battons le gouvernement Sarkozy-Fillon et nous le chasserons. Organisons-nous pour ouvrir la voie à un gouvernement ouvrier, aux États-Unis socialistes d'Europe qui peuvent les garantir.